



**FRANCK LESIEUR**  
**MAITRE DE CONFERENCES**  
**UNIVERSITE CATHOLIQUE DE LILLE**

## **LECON N°6 : Le patient et le secret médical**

Pourquoi le secret médical ?

- Le secret médical se justifie par l'obligation de discrétion et de respect de la personne d'autrui.  
Il s'agit par là de créer et d'assurer une relation de confiance entre le médecin et le patient qui se confie à lui.
- Ainsi le secret médical est posé dans les textes :
  - La loi du 4 mars 2002 : Art. L. 1110-4. du CSP : "*Toute personne prise en charge par un professionnel, un établissement, un réseau de santé ou tout autre organisme participant à la prévention et aux soins a droit au respect de sa vie privée et du secret des informations la concernant.*"
  - Le code de déontologie médicale
    - Art. 4 al 1 : "*Le secret professionnel, institué dans l'intérêt des malades, s'impose à tout médecin dans les conditions établies par la loi*"
    - Art. 72 al 1 : "*Le médecin doit veiller à ce que les personnes qui l'assistent dans son exercice soient instruites de leurs obligations en matière de secret professionnel et s'y conforment.*"
    - Art. 73 al 1 : "*Le médecin doit protéger contre toute indiscretion les documents médicaux concernant les personnes qu'il a soignées ou examinées, quels que soient le contenu et le support de ces documents.*"
  - Le code pénal, quant à lui, prévoit à l'art. 226-13

Modifié par [Ordonnance n°2000-916 du 19 septembre 2000 - art. 3 \(V\) JORF 22 septembre 2000 en vigueur le 1er janvier 2002](#)

« La révélation d'une information à caractère secret par une personne qui en est dépositaire soit par état ou par profession, soit en raison d'une fonction ou d'une mission temporaire, est punie d'un an d'emprisonnement et de 15000 euros d'amende. »

Le secret médical s'applique à tous les professionnels de la santé : médecins, internes, externes, étudiants en médecine, psychologues, infirmiers, aides soignants..., ainsi qu'à tous les professionnels intervenant dans le système de santé (services sociaux...).

### *Peut-on partager le secret médical en cas de médecine collégiale ?*

- En principe, le secret appartient au patient et en conséquence, les médecins entre eux ne peuvent pas en disposer librement.
- Toutefois, il existe des dérogations au secret médical dans le cas de la médecine collégiale :
  - Ainsi l'article L1110-4 CSP dispose : *"Deux ou plusieurs professionnels de santé peuvent toutefois, sauf opposition de la personne dûment avertie, échanger des informations relatives à une même personne prise en charge, afin d'assurer la continuité des soins ou de déterminer la meilleure prise en charge sanitaire possible. Lorsque la personne est prise en charge par une équipe de soins dans un établissement de santé, les informations la concernant sont réputées confiées par le malade à l'ensemble de l'équipe."*
  - dans le cas où un malade recourt à un dispensaire, un hôpital public, et un groupe mutualiste, il a toujours été admis que les informations circulent au sein de l'équipe et de l'organisme, sauf les notes confidentielles du médecin
- En ce qui concerne le personnel administratif, la secrétaire médicale, l'assistante sociale, l'éducateur spécialisé :
  - l'art. 72 du Code de déontologie fait obligation au médecin de veiller à ce que les personnes qui l'assistent soient instruites de leurs obligations en matière de secret professionnel et s'y conforment : ce texte s'applique au personnel administratif et à la secrétaire médicale, qui sont donc soumis au secret médical
  - La loi du 4 mars 2002 ne prévoit pas de secret partagé avec les travailleurs sociaux, par exemple.

### **Quel contenu pour le secret ?**

- La loi du 4 mars 2002 indique : *"Ce secret couvre l'ensemble des informations concernant la personne venues à la connaissance du professionnel de santé, de tout membre du personnel de ces établissements ou organismes et de toute autre personne en relation, de par ses activités, avec ces établissements ou organismes."*
- Le secret médical porte donc sur les éléments parvenus à la connaissance du médecin et les personnes qui l'assistent par le fait ou à l'occasion de l'exercice de leur profession. En dehors de ce cadre professionnel, ils sont également tenus à une certaine discrétion.

### **Peut-on lever le secret ?**

En principe, le secret médical est absolu. Mais, il existe de nombreuses dérogations :

1. le droit du malade à connaître son état de santé :
  - de manière générale, la jurisprudence tend à considérer que le malade a droit à la vérité mais qu'il faut la lui apprendre avec ménagement et précaution

- si le patient est mineur, le médecin doit s'efforcer de prévenir les parents ou le représentant légal et d'obtenir leur consentement. Il doit également tenter de recueillir l'avis du mineur et en tenir compte dans toute la mesure du possible.
- 2. une nouvelle disposition de la loi du 4 mars 2002 prévoit un assouplissement du secret professionnel : *"En cas de diagnostic ou de pronostic grave, le secret médical ne s'oppose pas à ce que la famille, les proches de la personne malade ou la personne de confiance définie à l'article L. 1111-6 reçoivent les informations nécessaires destinées à leur permettre d'apporter un soutien direct à celle-ci, sauf opposition de sa part."*
- 3. le secret médical après la mort :
  - Les ayants droit (héritiers) du patient décédé peuvent accéder au **dossier médical** dans certains cas.
- 4. le secret médical **en cas de médecine collégiale**
- 5. les dérogations légales : doivent être déclarés :
  - les naissances
  - les décès
  - les maladies contagieuses à la DDASS
  - les maladies vénériennes
  - les certificats d'internement pour les malades mentaux pathologiques
  - les alcooliques dangereux
  - les incapables majeurs
  - les accidents du travail et les maladies professionnelles : les documents doivent être remis à la victime et aux organismes gestionnaires
  - les pensions militaires et civiles
  - les certificats pour usage illicite de stupéfiants
  - les certificats prénuptiaux
  - les certificats de vaccination
  - les certificats de constatation en cas de violence
  - les sévices sur des mineurs de moins de 15 ans ou sur une personne qui n'est pas en mesure de se protéger en raison de son âge ou de son état psychique ou physique
  - les crimes qui sont en train ou sur le point d'être commis
  - pour assurer sa propre défense devant les tribunaux, le médecin peut déroger au secret médical. Mais la divulgation doit être limitée à ce qui est strictement nécessaire à sa défense

## **Peut-on déroger au secret médical en cas de risque encouru ?**

- Le médecin peut se trouver confronté à des situations qui lui posent un cas de conscience, notamment lorsque le malade est dangereux pour autrui : par exemple, trouble de la vue ou risque d'épilepsie pour un conducteur de voiture, ou bien maladie contagieuse non soumise à déclaration.
- Ce problème a été abondamment discuté en ce qui concerne le VIH à l'égard de la famille du malade qui risque d'être contaminée si le médecin se tait.
- La jurisprudence n'a pas tranché.
- Mais il semble que le secret médical doit prévaloir